

Assistance pour la préparation aux opérations de contingence en Afrique

Développer des partenariats de formation, pour l'avenir de l'Afrique

COL RUSSELL J. HANDY, USAF*

L'Afrique est un continent où la diversité sociale est énorme, qui est riche en ressources humaines et naturelles. Malheureusement, son histoire a été entachée par des images de corruption gouvernementale, d'états en faillite, et d'économies ruinées. L'effondrement d'un « pays star » – au moins apparemment – comme la Côte d'Ivoire montre qu'il n'y a qu'une faible lumière au bout du tunnel. Alors que de tout jeunes gouvernements ont de la peine à maintenir l'ordre et la stabilité, divers groupes continuent indubitablement à défier leur loi. En conséquence le besoin de forces de conservation et de renforcement de la paix suffisantes et compétentes reste important.

Dans quelle mesure les États-Unis doivent-ils s'impliquer dans la conservation de la paix en Afrique ? Puisqu'elle a en tout cas un intérêt périphérique à s'assurer que le continent

ne se désintègre pas, l'Amérique doit-elle participer directement à ces opérations ou trouver des moyens pour aider les Africains à s'aider eux-mêmes ? L'administration du président George W. Bush penche clairement pour la seconde option. Les dépenses pour une implication dans la conservation de la paix africaine sont en diminution – de 31 millions de dollars pour l'année fiscale 2003 à un budget de 9 millions en 2004¹. À l'inverse, les prévisions pour le programme ACOTA demandent une augmentation de l'aide de 10 à 15 millions de dollars pour la même période.

Est-ce que les États-Unis ont un bon retour sur leur investissement dans l'ACOTA ? À l'évidence, l'ACOTA offre des changements bénéfiques par rapport à son prédécesseur, l'ACRI. Cet article soutient que les États-Unis devraient maintenir leur aide à l'ACOTA, redoubler leurs efforts de suivi pour en mesu-

*À l'époque où cet article fut publié, le colonel Russell J. Handy (BS, Embry-Riddle Aeronautical University ; MS, Central Michigan University) était colonel dans l'*US Air Force* et commandant de la *33rd Fighter Wing*, Eglin AFB, Floride. Il a auparavant servi comme commandant en second au *1st Fighter Wing*, Langley AFB, Virginie ; commandant du *3rd Operations Group*, Elmendorf AFB, Alaska ; commandant du *58th Fighter Squadron*, chef du *33rd Fighter Wing Safety* et officier des opérations du *60th Fighter Squadron*, le tout à Eglin AFB, Floride et comme chef de *Advanced Programs and of Missile Defense Operations* (Programmes avancés et des opérations de défense missile) aux quartiers généraux NORAD, Peterson AFB, Colorado. Il a également été instructeur à l'école d'armement de l'armée de l'Air, Nellis AFB, Nevada ; chef d'armement et des tactiques du *71th Tactical Fighter Squadron*, Langley AFB, Virginie ; pilote instructeur sur F-15 et assistant chef d'armement et des tactiques du *44th Tactical Fighter Squadron*, les deux fonctions à Kadena AB, Japon. Le colonel Handy est diplômé de la *Squadron Officer School*, de l'*USAF Fighter Weapons School*, de l'*Army Command and General Staff College*, de l'*Armed Forces Staff College* et de l'*Air War College*.

Note de l'éditeur : Cet article a été publié dans la revue sœur Air & Space Power Journal 17, no. 3 (automne 2003) : 57-64. Cet article paraît aussi être d'actualité à l'heure où l'attention est portée sur l'Afrique et l'AFRICOM.

rer l'efficacité et initier le développement de partenariats de formation avec les nations africaines-clés, à commencer par l'Afrique du Sud. Il résume rapidement l'histoire de l'ACRI, décrit le dessein de l'administration Bush de s'appuyer sur les succès de l'ACRI pour progresser, souligne le potentiel de partenariats américano-africains et propose des conseils pour leur mise en œuvre.

La toile de fond

Les États-Unis ont eu peu de succès avec leur engagement dans les opérations de conservation de la paix en Afrique au début des années 1990. Les perceptions du public sur le Ruanda et la Somalie ont placé l'administration du président Bill Clinton entre le marteau et l'enclume en ce qui concernait l'opinion sur l'engagement des États-Unis sur le continent. Avant la Somalie, les États-Unis jouaient un rôle plus actif dans la conservation de la paix, mais les réactions américaines envers les opérations africaines prirent un tournant radical pour le pire le 3 octobre 1993 – jour fatidique pour les forces américaines. La directive 25 de décision présidentielle du président Clinton qui en suivit, a clairement établi que les États-Unis n'étaient pas intéressés à jouer un rôle d'envergure dans la conservation de la paix². Ce renouveau de timidité américaine envers l'engagement en Afrique contribua très certainement au peu de disposition de l'administration Clinton pour entrer au Ruanda en 1994. Nombreux dirigeants africains gardent encore en mémoire l'absence de support américain juste au moment des premiers stades du génocide qui s'est produit là-bas. La crise imminente au Burundi en 1996 agit comme un catalyseur sur les États-Unis pour s'engager de nouveau plus activement dans les opérations africaines. A la suite du Ruanda, les dirigeants influents du continent ainsi que la communauté internationale cherchèrent des moyens pour les nations africaines de s'attaquer efficacement à leurs problèmes sans demander constamment l'aide des États-Unis ou des autres nations occidentales³. Au départ, l'Amérique

offrit son assistance en suggérant la création d'une force de réaction aux crises africaines (*African Crisis Response Force* – ACRF), une force militaire indigène africaine, entraînée et équipée avec l'aide de l'armée américaine, disponible pour un déploiement lors de troubles sur le continent. Ce concept semblait présenter un moyen parfait pour les États-Unis d'empêcher la répétition d'une catastrophe du type de celle du Ruanda – ou de la Somalie – tout en minimisant le nombre d'individus américains sur place. Etant donné la fréquence de ces contingences et l'intérêt de l'Afrique à mieux gérer ses propres problèmes, l'ACRF semblait être une approche logique pour éviter de futurs graves scénarios de type Ruanda.

Malheureusement, l'ACRF ne fut pas bien accueillie par la plupart des nations africaines. Quand Warren Christopher, alors secrétaire d'État des États-Unis, se rendit en Afrique en octobre 1996 pour exposer cette idée, beaucoup de détails d'application faisaient défaut⁴. En outre, les dirigeants africains reprochèrent aux États-Unis de ne pas les avoir consultés et l'offre non demandée d'une force militaire entraînée par les États-Unis a peut-être engendré la crainte d'une perspective d'un « impérialisme » américain rappelant la récente histoire coloniale européenne. En définitive, beaucoup de dirigeants africains avaient l'impression que l'ACRF ne prenait pas suffisamment en compte l'influence bourgeonnante d'agences régionales comme l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Décidés à sauver le concept de l'ACRF et à répondre aux objections, les États-Unis formèrent un groupe de travail inter-agences au début de 1997. Le groupe, dirigé par Marshall McCallie, ancien ambassadeur des États-Unis, recommanda d'adoucir les objectifs de l'initiative, se concentrant sur la capacité à long terme des forces africaines de conservation de la paix et modelant ses relations avec les Nations Unies (ONU)⁵. En fin de compte, l'ACRF se transforma en ACRI, un plan qui envisageait de développer la capacité de conservation de la paix de forces militaires d'un certain nombre de nations africaines, qui garderaient le contrôle opérationnel de

leurs unités⁶. Le lifting se révéla être un succès : à la mi-avril 1997, sept pays africains s'étaient engagés pour huit bataillons devant être entraînés sous l'égide de l'ACRI⁷.

Après la création de l'ACRI, l'armée américaine et le personnel contractant formèrent dans le cadre de ce programme à peu près 9000 soldats appartenant à huit nations africaines⁸. Leur entraînement touchait tous les aspects des tâches de conservation de la paix au niveau tactique et opérationnel, y compris l'interaction avec diverses organisations non-gouvernementales. Les unités de soldats entraînés par l'ACRI participèrent à au moins neuf opérations de conservation de la paix durant les cinq ans d'existence de cette initiative⁹. Après avoir conduit l'entraînement initial, les équipes américaines revinrent tous les six mois pour aider à développer une capacité de soutien indigène à l'intérieur des unités de la nation-hôte¹⁰. D'emblée, l'Amérique voulait que ce programme réponde à un double objectif – avoir un « impact direct » sur les conflits en cours et bâtir une capacité à long terme pour répondre aux crises à venir¹¹.

ACOTA : l'ACRI du vingt-et-unième siècle

Le plan de l'administration Bush établissant une capacité de conservation de la paix en Afrique ressemble beaucoup au programme ACRI du président Clinton. ACOTA, le nouveau programme, garde la plupart des caractéristiques de l'ACRI. En apparence, les changements semblent plutôt symboliques, simplement une « de-clintonisation » du programme aux yeux de la nouvelle administration, par un changement de nom. Cependant, un examen plus sérieux révèle quelques différences clés entre les deux. Le département d'État américain régla précisément les objectifs en les divisant en plusieurs secteurs pour mettre à profit les leçons apprises des cinq ans d'expérience de l'ACRI. Les plus remarquables sont les modifications apportées pour résoudre trois échecs principaux de l'ACRI : 1) insuffisance d'adaptation des packages, 2) nature non pérenne de l'entraînement, et

3) absence de formation pour le renforcement de la paix.

Les architectes de l'ACOTA veulent ajouter des spécificités substantielles aux programmes des nations bénéficiaires. Les demandes pour la conservation de la paix varient énormément selon les nations africaines, donc, tout entraînement ou équipement fourni doit être soigneusement planifié pour correspondre aux besoins. La formation fournie à l'origine par les forces spéciales américaines de l'ACRI utilisait pour chaque pays le même programme de base. D'après Theresa Whelan, directrice du bureau des affaires africaines pour le bureau du secrétaire de la Défense des États-Unis, l'existence d'un « programme fixe » était une carence flagrante de l'ACRI¹². Scott Fisher du groupement inter-agences du département d'État américain à l'ACOTA reconnaissait que le même programme d'instruction de base était appliqué à toutes les nations bénéficiaires, encore que « mis au point » sur place par le commandant du bataillon pour correspondre aux besoins spécifiques de chaque armée¹³.

Greg Engle, directeur du bureau des affaires régionales et sécuritaires au département d'État américain, soutient que « l'adaptation des programmes individualisés est une différence « majeure » entre l'ACOTA et l'ACRI¹⁴. Les packages de formation de l'ACOTA sont formalisés et passés au crible au cours de conférences de planification détaillées tenues avant le premier entraînement. L'entraînement doit correspondre aux demandes spécifiques individuelles du bénéficiaire et l'équipement livré comme faisant partie du package est spécialement adapté au projet d'un pays¹⁵. Par exemple, le personnel de l'ACOTA passa deux semaines en Éthiopie en février 2003, pendant la seconde rencontre avec cette nation pour établir les bases d'un programme adapté. Deux conférences de planification furent tenues avec le Kenya en février et mai 2003 pour mettre au point de la même façon le canevas du programme de ce pays, qui débuta en juin 2003. Manifestement, l'ACOTA a beaucoup plus insisté sur des packages de formation expressément adaptés au client.

La seconde amélioration recherchée par l'ACOTA concernait le défi de créer une capacité de conservation de la paix durable dans la nation bénéficiaire. En dépit d'efforts insistant sur la permanence, les soldats formés par l'ACRI restent un actif périssable. Bien que les statistiques soient évasives, un bon nombre de ces soldats sont morts du SIDA ou autres épidémies infectieuses. En outre, d'après les officiels de l'ambassade des États Unis interviewés à Dakar, au Sénégal, l'efficacité de l'unité est diminuée par son manque de cohésion, – c'est-à-dire que les soldats entraînés par l'ACRI sont souvent dispersés dans l'armée nationale par nécessité numérique, sans que l'on s'occupe de l'impact que cela peut avoir sur l'efficacité de l'unité¹⁶. Au moment où il faut déployer rapidement les conservateurs de la paix, cela devient un « jeu de pêche » qui n'inspire pas confiance dans la qualité des soldats se présentant pour l'opération.

L'ACOTA cherche à assurer la continuité de la formation des conservateurs de la paix en donnant une grande importance au concept « instruire des instructeurs ». Selon Engle, l'ACOTA adopte une approche entièrement différente de l'ACRI, en se concentrant sur l'amélioration de la faculté du pays à former ses propres soldats¹⁷. La première rencontre du Ghana avec l'ACOTA se concentra presque exclusivement sur la doctrine de formation et la stratégie ghanéennes¹⁸. Pendant la rencontre suivante, qui eut lieu du 13 janvier au 10 avril 2003, le personnel américain forma des instructeurs ghanéens puis surveilla les militaires qui enseignaient les techniques de conservation de la paix aux troupes indigènes. Les États-Unis développent aussi une méthodologie pour certifier des instructeurs dans le pays d'accueil. De plus, des fonds spécifiques pour la formation seront liés à l'engagement de la nation d'accueil à employer les instructeurs certifiés. Les planificateurs de l'ACOTA pensent avec optimisme que cette approche plus agressive pour « instruire les instructeurs » va effectivement maintenir les nations africaines sur le qui-vive en propageant des conservateurs de la paix, en créant et entraînant une armée plus capable.

Le troisième domaine de l'ACRI auquel s'intéressa l'ACOTA avait le défaut de promouvoir une formation qui correspondait à n'importe quel type d'action susceptible d'être engagée par les soldats de la nation d'accueil. Les packages de formation de l'ACRI étaient effectivement conçus pour des opérations répertoriées au chapitre 6 de la Charte des Nations Unies comme tâches de conservation de la paix, mais ne préparaient pas les troupes pour les opérations d'« application de la paix », qui était bien souvent l'ensemble des compétences nécessaires à court terme pour réprimer un conflit sur le continent. Engager le mauvais matériel ou des unités non formées dans cet environnement peut être mortel et, au final, contre-productif. La formation ACOTA prévoit maintenant une provision pour des tâches d'application de la paix telles des opérations d'infanterie légère et des tactiques basées sur de petites unités¹⁹. En outre, chaque package de l'ACOTA comprend du matériel d'une valeur d'un peu moins de 1 million jusqu'à 2 millions de dollars, y compris l'attirail de combat, qui est conservé par le soldat à l'achèvement de la formation. Enfin, bien que les accords d'engagement pour la formation soient bilatéraux, l'ACOTA insiste sur la participation et la consultation d'organisations subrégionales comme la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et la Communauté Sud Africaine de développement²⁰. Ces organismes jouent un rôle crucial pour initier et/ou légitimer les opérations d'application de la paix sur le continent dans la mesure où leur « participation » dans l'ACOTA permet l'intégration multinationale indispensable au succès de ces opérations.

Bien que l'ACOTA se soit clairement attaquée aux trois déficiences majeures de l'ACRI, elle n'en demeure pas moins sur un plan donneur-bénéficiaire. Les contrats de l'ACOTA excluent la plupart des états considérés comme « clés » par les États-Unis pour leur engagement sur le continent. Ces états pourraient s'avérer spécialement influents et pourraient faciliter – peut être même amélioré – la formation pour la conservation de la paix dans leur régions. Ainsi, pouvoir établir des

accords de partenariat avec les principaux états africains, à commencer par l'Afrique du Sud, devient particulièrement important.

L'Afrique du Sud : Premier partenaire – « ancre » pour la formation de conservateurs de la paix

En dépit des bonnes intentions de l'ACOTA pour aider les Africains à s'aider eux-mêmes, le programme n'a reçu qu'un engagement minimal de pays « ancrés » comme les appellent l'Amérique, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Éthiopie, et le Kenya. Selon le Dr. Jendayi Frazer, directeur du conseil de Sécurité nationale des États-Unis aux affaires africaines, la politique des États-Unis de l'administration Bush sur le continent est bâtie autour du développement des capacités de ces quatre « piliers » régionaux et de la compréhension de leur rôle²¹. Malgré cela, le Kenya est jusque là le seul pays « ancre » à participer à l'ACRI, et les planificateurs de l'ACOTA sont actuellement entraînés de terminer leur première rencontre pour raffermir l'engagement de l'Éthiopie. En outre, toutes les propositions en relation avec les états-ancres – y compris la conférence proposée à l'Afrique du Sud – mettent l'accent sur la formation américaine chez la nation bénéficiaire, une approche qui ignore l'implication des états « ancrés » dans la formation des armées des autres nations africaines.

Peut-être le participant potentiel à l'ACOTA le plus bizarre est-il l'Afrique du Sud, dont l'intérêt dans une paix régionale effective paraît évident. « Ilot » de prospérité du monde développé dans un continent du tiers monde, l'Afrique du Sud est gravement touché par toute instabilité dans sa région. La guerre de 1999 en Angola a eu des retombées en Namibie, démontrant à quel point un conflit dans un état peut influencer ses voisins²². En effet, des régimes faibles et instables mettent l'Afrique du Sud en danger. Tout conflit à ses frontières pourrait avoir un effet désastreux à un moment critique de la formation et de l'évo-

lution de tels gouvernements. De même, la migration peut avoir des résultats sociaux et économiques potentiellement catastrophiques. Par exemple, en 1990 seulement, environ huit millions d'immigrants illégaux sont censés avoir passé les frontières de l'Afrique du Sud²³, et les cinq millions d'entrées illégales dans ce pays en 1994 lui ont coûté quelques deux milliards de dollars. Manifestement cette instabilité aux frontières de l'Afrique du Sud n'est pas dans son intérêt.

Puisque l'Afrique du Sud, seule, ne peut pas réussir à mener les tâches d'intimidation nécessaires au sud de l'Afrique, elle devrait contribuer à assurer que les autres nations africaines puissent employer avec succès leurs forces militaires dans un but de conservation de la paix. Malheureusement, selon le général Siphwe Nyanda, chef de la force de défense nationale sud africaine (*South African National Defense Force* – SANDF), les autres pays africains attendent plus de projection de force de la part de la SANDF sur le continent²⁴, alors qu'elle a déjà déployé pratiquement 1000 soldats en quatre points de l'Afrique. Le général Nyanda affirme qu'un engagement régional plus important de l'Afrique du Sud serait problématique, particulièrement en ce qui concerne les transports par mer, air, et la défense aérienne. Pratiquement tous les officiels militaires, interviewés en mars 2003 au cours d'une visite en Afrique d'étudiants du *US Air War College*, étaient d'accord pour dire que mener les troupes au combat et les y maintenir – au moyen de transports tactiques – faisait partie des facteurs les plus significativement limitatifs de la capacité de conservation de la paix de la SANDF²⁵.

Etant donné ces facteurs contraignants et l'intérêt direct de l'Afrique du Sud dans de meilleures capacités de conservation de la paix régionale, est-ce que ce pays ne devrait pas coopérer avec les États-Unis dans la formation dispensée par l'ACOTA ? Les opinions concernant l'utilité de ce type d'assistance à l'intérieur du pays divergent. Henri Boshoff, officier sud africain à la retraite, vétéran de plusieurs opérations de conservation de la paix en Afrique et premier analyste de l'Institut des études de sécurité à Pretoria a parti-

cipé aux discussions initiales concernant l'engagement de l'Afrique du Sud dans l'ACOTA. Il affirme qu'il y a peu d'utilité pour un entraînement américain direct de soldats ou d'encadrement dans le pays, du fait de l'expérience pratique importante de la SANDF concernant la conservation de la paix²⁶. Boshoff affirme qu'au niveau tactique, les troupes sud africaines sont probablement plus qualifiées que le personnel américain qui dirigerait la formation ACOTA. Or la gestion actuelle des équipes d'entraînement de l'US ACOTA infirme cet argument ; à cause des réalités des calendriers d'opérations, aucun personnel portant l'uniforme militaire américain n'est impliqué dans l'ACOTA. Tout l'encadrement de formation est composé de contractants²⁷.

Quoiqu'il en soit, la position militaire officielle envers l'ACOTA est plus positive. Mosioua Lekota, ministre de la Défense de l'Afrique du Sud a récemment reconnu que l'armée avait besoin de troupes et d'officiers mieux entraînés²⁸. Il convient que, par habitude, les autres pays africains attendent que l'Afrique du Sud joue un rôle de direction – diplomatiquement et militairement – quand il faut maintenir la paix sur le continent. Lekota affirme que ce devoir de direction régionale nécessite la capacité de fournir aux autres une compétence technique et en ce sens accepte volontiers l'aide américaine. Le général de division Jan Lusse, commandant des opérations interalliées au quartier général des forces interalliées sud africaines, est d'accord sur le fait que la demande actuelle dépasse de loin les capacités. Il pense que la formation ACOTA pourrait s'avérer utile dans la tentative de l'Afrique du Sud de bâtir une force de maintien de la paix plus solide²⁹.

Il ne sera pas facile de convaincre l'Afrique du Sud de s'asseoir à la table en tant que participant à part entière de l'ACOTA, à côté des États-Unis. Il y a d'énormes obstacles sur le chemin d'une interaction efficace. À cause du soutien américain à l'ancien régime de l'Apartheid, les relations avec l'Afrique du Sud ont été tendues depuis 1994. William Cohen, alors secrétaire à la Défense, reconnaissait en septembre 2000 que le processus d'établissement d'un certain « niveau de confiance et de res-

pect mutuel » allait demander un effort à long terme³⁰. Depuis lors, les relations sont restées froides et sont actuellement très tendues. Pendant la visite de l'*Air War College* dont il était question plus haut, des membres du parlement sud africain relevèrent les très évidents désaccords existants entre les positions des États-Unis et celles de l'Afrique du Sud sur de nombreuses questions, notamment sur les tensions en cours en Irak³¹. Les principaux officiels sud africains étaient en très fort désaccord avec les politiques américaines de l'engagement global, préférant que les nations individuelles – ou, à fortiori, les régions – résolvent elles-mêmes leurs difficultés.

Coopérer avec l'Afrique du Sud au développement de la formation pour le maintien de la paix sur le continent pourrait bien être la « meilleure réponse possible pour les deux mondes » à cette question. Les États-Unis voudraient voir une capacité de maintien de la paix étendue et viable sur le continent africain. L'Afrique du Sud a les mêmes intérêts mais s'accroche à une philosophie profondément ancrée pour trouver à ses propres problèmes des solutions de base internes, dénuées d'influence extérieure. Le compromis peut se situer dans une formation américaine en partenariat avec les états ancrés, utilisant l'Afrique du Sud comme moule pour développer des équipes combinées de formation au maintien de la paix, qui travailleraient ensemble pour entraîner les armées des autres pays. En fait la porte est peut-être déjà ouverte pour cette initiative. L'Afrique du Sud est le premier pays du continent à être invité à participer à l'Opération Phoenix, un programme américain nouvellement proposé et destiné à établir une liaison directe entre la SANDF et un organisme américain d'éléments de réserve³². C'est une superbe opportunité d'engagement pour les États-Unis et l'Afrique du Sud qui pourrait faciliter une compréhension mutuelle des intérêts de chacun et être le fer de lance d'une meilleure relation à long terme.

Recommandations et conclusion

Les États-Unis ont un vif intérêt dans la stabilité du continent africain. La concentration sur le contre-terrorisme qui a suivi les événements de septembre 2001 ne fait que souligner une conséquence à long terme de la faiblesse et de la faillite d'états dans la région. Le budget annoncé dernièrement par le président Bush montre bien son engagement à aider les nations africaines à s'attaquer à des problèmes à long terme comme le SIDA. Les dépenses prévues par ailleurs pour le maintien de la paix, signifient que l'administration prend au sérieux le fait de préparer les Africains à conduire eux-mêmes ces opérations. Le maintien et le renforcement de la paix peuvent vouloir dire « éteindre les feux », mais de véritables exigences continueront à émerger de l'Afrique à très court terme. Ne pas prendre en compte ces responsabilités peut avoir des conséquences humaines catastrophiques.

Les politiques fiscales américaines envoient des messages clairs aux gouvernements africains pour qu'ils se concentrent sur l'établissement d'une capacité indigène de maintien et de renforcement de la paix de façon à pouvoir se débrouiller seuls quand des scénarios les impliquent, eux ou leurs voisins – même si les États-Unis restent prêts à les aider. Comme son prédécesseur, l'ACOTA est un instrument bilatéral efficace pour aider les plus petites nations africaines à développer cette capacité, mais les états ancrés n'ont pas apporté de participation substantielle. Quoiqu'il en soit, plusieurs recommandations pourraient augmenter l'efficacité de l'ACOTA.

D'abord, les États-Unis doivent continuer à améliorer les packages de formation « sur mesure » pour les nations prises individuellement et renforcer le suivi de façon à être sûrs que ces programmes sont appropriés et que le concept d'« instruction des instructeurs » fonctionne bien. Pour arriver à cela, nous devons avoir la volonté de rester engagés auprès de ces états après la fin de la formation. Une mentalité d'« instruit-et-oublie » engendrerait une dispersion du personnel qualifié à travers la nation récipiendaire. Les États-Unis doivent autant qu'il est possible en pratique, englober

leurs forces en uniformes dans ces activités de formation de l'ACOTA pour défendre la légitimité du programme et éviter une perception de déclin des intérêts américains.

Deuxièmement, l'Amérique doit intensifier ses efforts pour impliquer les pouvoirs régionaux les plus importants (les états « ancrés ») dans le programme. La prochaine conférence de planification avec l'Afrique du Sud devrait marquer les débuts d'efforts pour transformer l'actuelle association donateur-récepteur en véritable partenariat. Créer un partenariat de formation – en commençant par associer des aptitudes bilatérales et évoluant ensuite en une équipe de formation américano-sud africaine qui serait capable d'offrir un entraînement aux autres pays africains – aurait un énorme potentiel. Les États-Unis doivent également s'assurer que l'unité choisie pour faire partie de l'Opération Phoenix a les qualités requises pour être un partenaire de conservation de la paix. Si les États-Unis et l'Afrique du Sud arrivent à franchir la course d'obstacles diplomatiques pour arriver à ce résultat, le continent aura de meilleures armées de conservation de la paix et progressera vers une doctrine et des tactiques régionales communes ; et peut-être encore plus important, les relations entre les États-Unis et l'Afrique du Sud s'en trouveront améliorées.

Comme son prédécesseur, l'ACOTA rencontre d'importants obstacles avant de devenir la grâce salvatrice de l'Afrique en termes de conservation de la paix. Pour parler pratique, les obstacles de base sont peut-être moins liés à la formation elle-même qu'à la capacité physique d'exécuter. Les états africains n'ont pas la mobilité tactique ni l'infrastructure logistique pour mener indépendamment le renforcement de la paix et son maintien. On peut – dans une certaine mesure – en blâmer les nations plus développées comme l'Afrique du Sud, qui subit indéniablement une période de confusion stratégique concernant sa structure de force optimale. Malgré un besoin manifeste pour plus de transport aérien tactique et une infrastructure logistique de conservation de la paix, la SANDF est entrain d'acheter des frégates à missiles guidés, des sous-marins et des avions de chasse tactiques de troisième

génération. Espérons qu'un partenariat avec les États-Unis pourra servir à souligner quelques unes de ces apparentes incohérences de structure de force. En tout cas, les États-Unis doivent affronter la réalité permanente qui

veut que dans un futur prévisible, les africains continueront à avoir besoin de l'assistance américaine lorsque des crises apparaissent sur ce continent agité. □

Notes

1. Colonel Mike Bittrick, (c.f), États-Unis, département d'État, exposé au séminaire d'études régionales de l'Afrique de l'Ouest, *Air War College*, Maxwell AFB, Alabama, 13 février 2003.

2. Jeffrey Herbst, "Western and African Peacekeepers: Motives and Opportunity" (Les gardiens de la paix occidentaux et africains : raisons et opportunités) in *Africa in World Politics: The African State System in Flux* (L'Afrique dans la politique mondiale : le système d'état africain en devenir), ed. John W. Harbeson et Donald S. Rothchild, 3ème ed. (Boulder, Colo.: Westview Press, 2000), 308-23.

3. Capitaine de corvette Andrea Pollard, "An Analysis of the Measures of Effectiveness for the African Crisis Response Initiative" (Une analyse des mesures d'efficacité pour l'initiative de réponse à la crise africaine), thèse de maîtrise, *US Army Command and General Staff College*, 2000), 10-12

4. Werner Biermann, ed, *African Crisis Response Initiative: The New U.S. Africa Policy* (Initiative de réponse à la crise africaine : la nouvelle politique africaine des États-Unis), Piscataway, N.J.: Transaction Publishers, 1999), 130-31.

5. Id., 132-33.

6. Commandant Timothy E. Lolatte, "How Should the United States Shape Training for Those Countries That Are in Support of the African Crisis Response Initiative?" (Comment les États-Unis devraient-ils modeler la formation pour les pays qui appuient l'initiative de réponse à la crise africaine ?), rapport de recherche (Maxwell AFB, Alabama: Air Command and Staff College, 1999), 8.

7. Biermann, 93.

8. Association des Érudits Africains Concernés, *US Military in Sub-Saharan Africa, 2001-2003* (Programmes militaires en Afrique sub-saharienne, 2001-2003), 11 février 2003.

9. Scott Fisher, *U.S. Department of State Interagency Group* sur l'ACOTA, interviewé par l'auteur téléphoniquement, 4 février 2003.

10. Lolatte, 9.

11. Biermann, 3.

12. "South African Forces to Get US Training?" (Les Forces sud africaines recevront-elles une formation américaine ?), *Africa Online*, 26 juillet 2002.

13. L'interview de Fisher

14. Alex Belida, "US Readies to Launch Military Training Program for Sub-Saharan Africa" (Les préparatifs américains de lancement du programme de formation pour l'Afrique sub-saharienne), *VOA News.com*, 25 juillet 2002.

15. Exposé Bittrick

16. Remarques émises sous condition d'anonymat, ambassade des États-Unis, Dakar, Sénégal, mars 2003.

17. Belida.

18. L'interview de Fisher

19. Exposé Bittrick

20. Gilbert M. Khadiagala et Terrence Lyons, "Conclusion: African Foreign Policy Making at the Millennium" (Conclusion : La politique étrangère africaine à la rencontre du millénaire), in *African Foreign Policies, Power and Process* (Politique africaine étrangère, puissance et processus), ed. Gilbert M. Khadiagala et Terrence Lyons (Boulder, Colo. : Lynne Rienner Publishers, 2001), 212-13.

21. Greg Mills, "A 'Less is More' Policy for Africa" (Une politique du « moins pour plus pour l'Afrique », *Daily Mail et Guardian*, 23 avril 2001.

22. Senzo Ngubane et Hussein Solomon, "Southern Africa's New Security Agenda" (Le nouveau calendrier sécuritaire du sud de l'Afrique), *Africa Insight* (Regard sur l'Afrique) 32, n°1 (mars 2002):60.

23. Id., 62.

24. Helmoed Römer-Heitman, "Interview: Gen Siphwe Nyanda" (Interview : général Siphwe Nyanda), Commandant de la force nationale de défense sud africaine, *Jane's Defence Weekly* 37, n°26 (26 juin 2002):32.

25. Compilation de notes tirées d'exposés, prises pendant la visite au Sénégal et en Afrique du Sud, du 3-13 mars 2003.

26. Henri Boshoff, analyste militaire, Institut des études de sécurité d'Afrique du Sud, exposé au séminaire régional d'études d'Afrique Occidentale de l'*Air War College*, Prétoria, Afrique du Sud, 7 mars 2003.

27. Interview de Fisher.

28. "South African Forces to Get US Training?" (Les forces sud africaines recevront-elles une formation américaine ?)

29. Général de division Jan Lusse, commandant des opérations interalliées, armée nationale de défense sud africaine, exposé au séminaire régional d'études d'Afrique Occidentale de l'*Air War College*, Johannesburg, Afrique du Sud, 10 mars 2003.

30. Jason Sheerman, "Arm's Length: The Pentagon Hopes to foster Good Changes in Difficult Places by Teaming Up with Two Nations It Once Ignored" (A bout de bras : le Pentagone espère favoriser des changements positifs dans des endroits difficiles en collaborant avec deux nations autrefois ignorées), *Armed Forces Journal International* 138, n° 2 (septembre 2000):33.

31. Remarques émises sous condition d'anonymat, parlement sud africain, Le Cap, Afrique du Sud, mars 2003.

32. Colonel C. D. Smith, attaché à la Défense américaine en Afrique du Sud, interviewé par l'auteur le 10 mars 2003.